

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie IV – Géodynamique continentale de l'Amérique et de l'Asie

Thème 24 : L'Inde, puissance émergente

1. *La « voie indienne » de 1947 à 1991 : composantes et bilan*
2. *L'économie indienne : le temps des réformes*
3. *Les mutations des systèmes productifs au début du ^{xxi}^e siècle : la dialectique du local et du global.
Études de cas*
4. *Société : essor de la classe moyenne et entrée dans une société de consommation*

1. La « voie indienne » de 1947 à 1991 : composantes et bilan

a. Sur le plan économique : un dirigisme marqué

- Les activités de base sont transférées à des entreprises publiques – y compris le secteur bancaire après les nationalisations décidées par Indira Gandhi en 1969. Qu'il s'agisse d'investir, de fixer des prix, d'embaucher ou de licencier, les grandes sociétés privées sont soumises au contrôle tatillon de l'administration. Publiques ou privées, les firmes doivent obéir à une planification quinquennale bien plus contraignante que la planification indicative à la française.
- Les autorités ne négligent pas les paysans qui constituent en 1947 les trois quarts des actifs : une réforme agraire modérée partage les grands domaines et garantit les tenanciers contre les abus des propriétaires. Encore qu'inégalement appliquée par les pouvoirs locaux, elle facilite l'essor d'une paysannerie moyenne qui trouve enfin les moyens d'accroître ses récoltes et d'investir.
- Le Plan accorde cependant dès 1955 la priorité à l'industrie, considérée comme l'unique levier du développement et de l'indépendance économique. Il s'agit de stimuler les industries de base par la concentration des financements publics sur l'extraction de charbon, la sidérurgie, la chimie et de protéger les autres secteurs de la concurrence étrangère par un contrôle strict des importations : elles sont contingentées, les tarifs douaniers sont élevés. Par ailleurs, l'investissement étranger est sévèrement réglementé : le but est d'éviter la mainmise du capitalisme occidental sur l'industrie locale.

b. Sur le plan géopolitique : tiers-mondisme, non-alignement et sécurité collective

- L'Inde invoque, pour parler au nom du tiers-monde, le prestige de sa civilisation, l'antériorité de son combat pour l'indépendance (le Congrès est pionnier, parmi les mouvements anticoloniaux) et son immense potentiel, compte tenu de son étendue, des ressources de son sous-sol et de sa population. Elle refuse de s'inscrire dans les logiques de guerre froide, milite pour l'achèvement de la décolonisation. À Bandung, Nehru invite fortement les peuples pauvres à s'unir.
- Elle accorde par ailleurs un grand intérêt à l'ONU qui préfigure le monde unifié et égalitaire auquel elle aspire, un monde dans lequel chaque peuple pourrait suivre sa voie propre. Pour autant, son tiers-mondisme ne la conduit pas à couper les ponts avec l'Occident : l'Inde bénéficie d'une aide financière américaine conséquente et ne répudie pas l'héritage britannique. Elle intègre le Commonwealth et l'anglais reste langue officielle : les États du Sud ne veulent pas voir l'hindi supplanter les langues tamoules ; Nehru, « plus anglais qu'indien dans ses façons de penser et de s'habiller » selon Gandhi voit dans cette langue « la chance d'une voix donnée à l'Inde... pour entrer de plain-pied dans le dialogue des cultures du monde » (A. Montaut).

c. Un bilan décevant

Sur le terrain économique, la « voie indienne » rencontre vite ses limites

Dès 1965-1966, deux médiocres moussons consécutives révèlent la dépendance du pays par rapport à une agriculture restée vulnérable. Les maigres récoltes exposent l'Inde à la famine et rompent tous les équilibres macroéconomiques. Nehru doit solliciter une aide d'urgence que Washington, ulcéré de son non-alignement, n'accorde qu'avec retard. Les autorités en concluent que le secteur agricole ne peut plus être négligé : elles lancent la « révolution verte ». L'utilisation de variétés de céréales à haut rendement, le recours accru aux intrants chimiques (engrais, pesticides) ainsi qu'à l'irrigation améliorent rapidement les rendements. Après quelques années, le pays devient autosuffisant.

Cependant, les objectifs fixés par Nehru ne sont pas atteints. La croissance du PNB ne dépasse pas 3,5 % par an dans les années 1960. Ce « taux hindou de croissance » permet de compléter les infrastructures et le tissu industriel du pays. Mais, il est insuffisant pour éradiquer la misère et créer les emplois nécessaires à une population qui passe de trois cent vingt-huit à six cent quatre-vingt-trois millions d'habitants entre 1947 et 1981. Le pays recule dans la hiérarchie économique mondiale : il était en 1950 la dixième puissance industrielle et n'est plus qu'au vingtième rang en 1980 ; sa part dans les exportations mondiales tombe de 2 % à 0,7 %.

Le « Licence Raj » (le régime des autorisations), comme le nomment ses adversaires, décourage les entrepreneurs et entretient la corruption. Le protectionnisme généralisé réduit la concurrence et l'accès aux technologies les plus avancées, et, par voie de conséquence, les gains de productivité : les usines indiennes produisent de tout, certes, mais il s'agit souvent d'articles de médiocre qualité et coûteux. Même atténuée après 1966, la priorité accordée à l'industrie a pour effet de limiter à peu de choses l'amélioration du niveau de vie des ruraux : dans un pays qui compte encore en 1971 71 % d'actifs agricoles, cette stagnation déprime la demande intérieure et pénalise *in fine* l'industrie que l'on prétendait favoriser.

Sur le plan géopolitique, le non-alignement est une impasse

Bien loin d'unir autour d'elle le monde pauvre, l'Inde se trouve isolée face à la double menace pakistanaise et chinoise. Les relations restent constamment tendues avec Islamabad : la guerre pour le Cachemire en 1948 se solde par un partage de fait qui ne satisfait aucun des deux protagonistes. La tension reste permanente le long de la ligne de séparation totalement étanche établie entre les deux armées dans la province contestée. En 1962, la

Chine qui vient de rompre avec Moscou inflige une sévère défaite à son protégé indien : Mao Zedong entend tester la détermination du Kremlin et consolider le contrôle d'un Tibet que l'armée chinoise a occupé trois ans plus tôt. Pire encore : bien qu'allié de Washington, le Pakistan entretient d'excellentes relations avec Pékin. Le rapprochement sino-américain de 1972 les transforme en solide alliance. Indira Gandhi ne voit d'autre issue que dans le soutien soviétique : le non-alignement devient pure rhétorique, comme l'illustre l'approbation par New Delhi de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979.

2. L'économie indienne : le temps des réformes

a. Acteurs et leviers du changement

Les élites indiennes, ouvertes par leur formation au monde extérieur, prennent conscience du retard qu'accumule leur pays par rapport aux voisins : économistes et hauts fonctionnaires n'ignorent pas que la réussite des quatre « petits dragons » est fondée sur leur insertion réussie dans l'échange international. Quand la Chine se lance en 1979 dans une politique d'ouverture qui porte rapidement ses fruits, leur conviction est renforcée.

D'autant qu'elle est soutenue par le contexte international. Après la mort de Brejnev en 1982, l'allié soviétique peine à se réformer. Une « révolution libérale », que l'on pourrait dire atlantique (elle est née dans l'Angleterre de Mme Thatcher qui précède sur cette voie les États-Unis de R. Reagan, n'en déplaît pas aux commentateurs français qui aiment à brocarder « l'alignement » de Londres sur Washington), secoue le monde occidental, avant d'atteindre toute la planète... La troisième mondialisation se développe, sur fond de globalisation financière et de progrès des communications. Ce sont autant d'éléments qui périssent le « socialisme indien ». La pauvreté persistante dément la promesse de Nehru, les classes moyennes aspirent à acquérir plus largement les biens de consommation importés dont le protectionnisme gonfle artificiellement les prix, le Congrès qui dirige le pays sans discontinuer depuis 1947 subit l'usure du pouvoir : l'état d'urgence proclamé par Indira Gandhi est un aveu d'échec.

b. Un abandon progressif du nehruisme

Le dirigisme s'atténue dès les années 1980. Mais c'est surtout l'arrivée au ministère des Finances de l'économiste sikh M. Singh, formé à Oxford et Cambridge, qui marque l'abandon du modèle nehruiste. Les circonstances lui permettent d'imposer ses vues : excellent connaisseur des rouages économiques tant indiens qu'internationaux, il dénonce « les vieilles méthodes qui ne nous ont conduit nulle part ». En 1991, la fin de l'URSS laisse l'Inde isolée au moment même où la crise de ses finances publiques et de sa balance des paiements l'oblige à rassurer la communauté financière internationale. En peu de mois, Singh démantèle le carcan réglementaire qui bridait le secteur privé, abolit le monopole public sur de nombreuses activités et libéralise les échanges extérieurs : l'IDE devient beaucoup plus aisé, la plupart des licences d'importation sont abolies et l'Inde tient même à devenir membre fondateur de l'OMC en 1994.

Cette orientation n'est plus contestée par la suite. Les nationalistes hindous qui gouvernent de 1997 à 2004 la confirment même, conjuguant leur xénophobie avec un credo de modernité technologique et économique. À tel point que leur polarisation sur « l'Inde qui brille », c'est-à-dire les activités et groupes sociaux qui bénéficient le plus des réformes, leur vaut le désaveu de celle qui souffre en 2004. Le retour au pouvoir du Congrès installe M. Singh dans le fauteuil de Premier ministre : il poursuit les réformes, mais veut une « croissance inclusive », attentive aux plus pauvres, pour apaiser une opinion inquiète et ménager ses alliés de gauche, communistes notamment, qui restent attachés au secteur public, au développement autocentré et au rôle des arbitrages administratifs dans la vie économique et sociale.

3. Les mutations des systèmes productifs au début du XXI^e siècle : la dialectique du local et du global. Études de cas.

a. Les interactions du local au global : deux services emblématiques

Deux secteurs témoins, le commerce intérieur et le cinéma, révèlent, à l'origine des mutations, l'imbrication de logiques fonctionnant à des échelles différentes, du niveau le plus local au niveau planétaire. Comme dans tous les processus socio-économiques actuels, il importe de ne pas concevoir ce niveau mondial comme se substituant aux autres dimensions. Son rôle accru les réarticule dans une combinatoire nouvelle, un emboîtement d'échelles qui exige une analyse fine, attentive aux lieux et aux évolutions.

- Le commerce intérieur connaît depuis une dizaine d'années l'irruption des structures propres à la grande distribution : les galeries marchandes et les grandes surfaces se multiplient à la périphérie des villes, modifiant les paysages urbains comme les habitudes d'achat. Elles appartiennent à des groupes indiens, tel Pantaloon, mais intéressent aussi les géants mondiaux du secteur : Wal-Mart et Carrefour ont signé des accords avec les compagnies locales pour couvrir le pays de supermarchés, comme ils le font en Chine.

- Le cinéma est une véritable industrie. Elle est ancienne dans une société qui a toujours accordé un grand intérêt à l'image et emploie autour de trois millions de personnes. Les studios produisent près de mille films par an : quelque trois milliards de billets sont vendus chaque année dans le pays, à un prix moyen de cinquante roupies, soit moins d'un euro. Les films sont pour la plupart des « *massala movies* », longs mélodrames familiaux débordant d'émotions. Le conflit entre la tradition et la modernité est le thème récurrent ; l'intrigue est entrecoupée de séquences dansées et chantées ; la couleur locale n'exclut pas les emprunts aux recettes hollywoodiennes.

Ce cinéma, accordé au goût indien, mais apprécié aussi depuis longtemps au Moyen-Orient et en Asie centrale, rencontre depuis peu un certain succès dans les salles obscures d'Europe ou d'Amérique. Les producteurs ont donc décidé de le promouvoir au rang d'industrie nationale en jouant du label « Bollywood ». Bel exemple d'un service enraciné dans une socioculture très locale mais susceptible de toucher également un public universel. Il n'y a pas lieu d'opposer le local au global, quelle que soit l'activité.

b. Deux activités qui restent peu adaptées aux marchés internationaux

Une industrie : le textile

Le pays est le deuxième producteur mondial de fils, la filière textile-habillement représente sa première branche industrielle : elle emploie trente-cinq millions d'actifs, auxquels s'ajoutent les millions d'agriculteurs qui cultivent le coton, le lin ou le jute. En la matière, l'Inde jouit d'une tradition artisanale très ancienne et la main-d'œuvre peu qualifiée qu'exige cette activité ne manque pas. Pourtant, ses exportations d'articles textiles n'atteignent pas dix milliards de dollars, alors que la Chine, à partir d'atouts comparables, fait cinq fois mieux : l'abolition des accords multifibres en 2005 a fait exploser les ventes chinoises, alors que celles de l'Inde progressent bien moins. Pourquoi ? La lenteur avec laquelle l'Inde adapte ses structures aux impératifs de la compétition internationale en est la cause : rendements insuffisants de la culture du coton (deux cent soixante-six kilos à l'hectare contre huit cents pour la Chine), équipements obsolètes de filatures et tissages longtemps artificiellement soutenus par les aides publiques, délais de livraison allongés par la lenteur des transports.

Un service : le tourisme international

L'Inde pourrait aussi tirer bien mieux parti du formidable essor du tourisme international (huit cent quarante-deux millions de touristes internationaux en 2006, soit un gain de trois cents millions depuis 1995). Elle offre des paysages variés, un vaste patrimoine artistique (temples hindous richement sculptés, palais du Rajasthan, mausolée du Taj Mahal...), des interlocuteurs anglophones, des prix bas pour une clientèle étrangère, un dépaysement garanti pour un Occidental... Pourtant, le pays n'accueille qu'un peu plus de deux millions de touristes étrangers par an alors que la Malaisie ou la Thaïlande, bien moins vastes, en reçoivent plus de dix millions chacune. On peut invoquer les insuffisances de l'hébergement et du transport intérieur, l'image de pauvreté du pays, le retard mis par les autorités à saisir l'intérêt que peut présenter le tourisme comme source d'emplois et de devises fortes.

Toujours est-il que le décrochage s'amplifie par rapport à la Chine où s'organise désormais une forte promotion du tourisme, relayée par l'accueil d'événements planétaires (Jeux olympiques à Pékin en 2008, Exposition Universelle à Shanghai en 2009), ce qui, selon les prévisions, devrait la faire passer d'une trentaine de millions de visiteurs étrangers de nos jours à cent trente millions à l'horizon 2020 – elle serait alors la première destination touristique mondiale. Cela étant, le tourisme est une activité très sensible aux risques de toute nature et aux effets d'image. Les risques politiques ont gravement nui au tourisme égyptien ou sri-lankais ; l'image de pays répressif que vaut à la Chine le traitement des troubles intérieurs, par exemple ceux du Tibet en 2008, peut enrayer l'essor espéré.

4. Société : essor de la classe moyenne et entrée dans une société de consommation

On mesure très concrètement ces phénomènes à travers le dynamisme de marchés tels que :

- l'automobile : les ventes annuelles bondissent de trois cent mille unités en 1995 à 1,5 million en 2006 ;
- la téléphonie mobile : on compte trois millions d'abonnés supplémentaires par mois. Dans un pays sous-équipé en réseaux fixes, le portable permet de sortir de l'isolement des millions de ruraux – avec des effets notables sur leur activité économique : la connexion aux marchés et aux laboratoires agronomiques facilite l'adaptation des productions et le progrès des rendements ;
- la télévision : plus du tiers des ménages indiens sont désormais équipés ;
- le logement : les villes voient surgir à leur périphérie des « colonies », ces lotissements pavillonnaires, souvent clos et engazonnés, où s'installent les familles de la classe moyenne.

On trouvera des indications plus complètes sur ces aspects dans : M. Testard, *L'Appel de l'Inde*, Village mondial-Pearson Éducation France, 2006.